temps d'assimiler. Aujourd'hui, c'est la notion d'« Axe du Mal », introduite par le président George W. Bush lors du discours sur l'état de l'Union prononcé le 29 janvier 2002, qui semble ponctuer les débats sur le rôle des États-Unis face aux nouvelles menaces à la sécurité internationale.

3.2 Les évaluations multilatérales

Les évaluations multilatérales sont nombreuses. Plusieurs organismes internationaux évaluent les politiques publiques des États dans les domaines étudiés. Les résultats varient considérablement en fonction du statut juridique de l'organisation responsable. Les agences intergouvernementales sont soumises aux contraintes d'un ballet diplomatique qu'elles ne maîtrisent pas, tandis que les ONG internationales ont les mains plus libres.

3.2.1 Politiques anticorruption

Transparency International (TI) est la principale ONG vouée à la lutte contre la corruption. Avec 80 bureaux répartis à travers le monde, TI en est un puissant observateur. Depuis 1995, TI publie chaque année l'Indice de perception de la corruption (IPC), un outil d'information dont l'élaboration s'est notablement améliorée avec le temps. L'IPC est basé sur des sondages menés auprès des hommes d'affaires, des analystes de risques, de la population locale et des expatriés. Le rapport publié en 2002, qui s'appuie également sur 15 enquêtes réalisées par 9 organismes indépendants, classe un nombre record de 102 pays. Soixante-dix pour cent obtiennent moins de 5 points sur un score maximum de 10 points³¹.

Depuis 1999, TI élabore simultanément l'Indice de corruption des pays exportateurs (IPCE)³², établi en fonction de la propension de certaines de leurs entreprises à offrir des pots-devin dans les régions en voie de développement. Ce nouvel outil a permis à TI de confirmer qu'une bonne partie de l'argent servant à corrompre des fonctionnaires provient des pays industrialisés.

Également disponible en ligne: www.transparency.org/surveys/index.html#bpi (page consultée le 3 septembre 2002).

³¹ Ce rapport est disponible en ligne: www.transparency.org/pressreleases_archive/2002/2002.08.28. cpi.fr.html (page consultée le 3 septembre 2002).